

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CEDIN

Année 2016

Centre de droit international de Nanterre (CEDIN)

EA 382

Université Paris Nanterre – UFR Droit et science politique
Bâtiment F - bureau 136
200, avenue de la République
92001 Nanterre Cedex 01
cedin@u-paris10.fr
<https://cedin.u-paris10.fr>

Le CEDIN (Centre de droit international de Nanterre) de l'Université Paris Nanterre, co-dirigé depuis 2016 par le Professeur Franck LATTY et M. François de BÉRARD est un centre de recherche ouvert aux enseignants-chercheurs, aux étudiants avancés et à toutes les personnes intéressées par le **droit international public, privé et le droit de l'Union européenne**.

Reconnu comme « Equipe d'accueil » (EA 382) par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, le CEDIN constitue le laboratoire d'accueil du Master 2 Droits des relations internationales et de l'Union européenne, sous la responsabilité du Professeur Jean-Marc THOUVENIN, du Master 2 Contentieux international et européen sous la responsabilité des Professeurs Marie-Laure NIBOYET et François-Xavier TRAIN, et du Master 2 Droit du commerce international sous la responsabilité de M. Régis CHEMAIN.

Depuis sa création en 1981, le CEDIN a été successivement dirigé par les Professeurs Brigitte STERN, Alain PELLET, Patrick DAILLIER, Jean-Marc THOUVENIN puis Franck LATTY. Les professeurs Serge SUR, Emmanuel DECAUX et Mathias AUDIT en ont également été les codirecteurs. Le CEDIN s'est fixé quatre objectifs fondamentaux :

- **contribuer à la recherche** et à la réflexion en droit international, public et privé, et en droit de l'Union européenne, en relation constante avec la pratique juridique et l'actualité internationale, notamment par l'organisation de journées d'étude et de colloques internationaux ;
- **favoriser la formation à la recherche** des étudiants inscrits à l'Université Paris Nanterre dès la licence (encadrement des étudiants participant à des concours de plaidoiries), et des doctorants par leur participation directe à la vie du CEDIN aux côtés des enseignants en droit international et la mise à leur disposition d'un centre de documentation et de banques de données juridiques ;
- **constituer un lieu de rencontre** largement ouvert à la coopération internationale avec des enseignants et praticiens étrangers, à travers la mise en place de programmes conjoints de recherche, la participation à des réseaux internationaux ;
- **diriger ou concourir à la rédaction d'ouvrages de référence**, de recueils de documents et de commentaires collectifs et d'autres travaux de recherche offrant ainsi une série d'instruments de travail indispensables à la communauté des chercheurs, tout comme aux praticiens. Le CEDIN travaille ainsi en permanence à la rédaction de différents travaux.

SOMMAIRE

MEMBRES DU CEDIN	p. 4
VIE DU CEDIN	p. 10
MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES	p. 14
PUBLICATIONS DU CEDIN	p. 21
RAPPORTS ET AUTRES TRAVAUX DE RECHERCHE	p. 24
PUBLICATIONS INDIVIDUELLES	p. 30
THÈSES	p. 39
VALORISATION DES MASTERS 2	p. 40
DIPLÔMES D'UNIVERSITÉ	p. 42
PROJETS POUR 2017	p. 43

MEMBRES DU CEDIN

• ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DU CEDIN

La composition du CEDIN a fortement évolué pendant l'année 2016. En plus de l'arrivée de nouveaux membres, elle a été marquée par le changement de direction et de secrétaire général.

✓ Direction

Après huit années en tant que directeur du CEDIN, **Jean-Marc Thouvenin** a souhaité passer le relais. **Franck Latty** a été élu directeur lors de la réunion du 10 février 2016.

Après la mutation du directeur adjoint, **Mathias Audit**, à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, **François de Bérard** a été élu lors de la réunion du 5 octobre 2016 pour occuper ces fonctions.

✓ Secrétariat général

A la suite de la mutation à l'Université Paris 8 de **Stéphanie Millan**, ingénieure d'études et secrétaire générale du CEDIN de 2012 à 2016, le poste de secrétaire général n'a pas été occupé pendant plusieurs semaines au cours de l'année 2016, des incertitudes pesant sur sa pérennité. La mobilisation du CEDIN et de la direction de l'UFR a néanmoins permis de préserver le poste.

Selon le plan de réorganisation de la recherche au sein de l'UFR, approuvé par l'Université, le poste sera mis au concours en 2017. Le plan prévoit que le CEDIN rejoigne la fédération des centres de recherche (FIND – v. *infra*) et qu'en cas de manifestation d'importance organisée par une autre unité de recherche, par nature exceptionnelle, le secrétaire général du CEDIN puisse être appelé en renfort.

Laurent Lasnier a été recruté par contrat pour assurer les fonctions de secrétaire général d'avril à juillet 2016, puis du mois de septembre 2016 jusqu'au 31 août 2017.

✓ **Nouveaux membres**

Pierre Bodeau Livinec (PR), qui a muté de l'Université Paris 8 à l'Université Paris Nanterre, a rejoint le CEDIN.

Marina Eudes, maître de conférences HDR à l'Université Paris Nanterre a souhaité être rattachée au CEDIN, ainsi que cinq de ses doctorants (voir ci-dessous, dont M. Mabanga qui a soutenu sa thèse en cours d'année, voir *infra*).

Au cours de l'année 2016, le Centre a accueilli les **nouveaux doctorants** suivants :

- **Jelena Aparac**, thèse sur *La responsabilité internationale des entreprises privées - multinationales - dans les conflits armés non internationaux*, sous la direction de M. Eudes ;
- **Juliette Bouloy**, thèse intitulée *La lutte contre le trafic de migrants en droit international*, sous la direction de M. Forteau. J. Bouloy a obtenu un contrat doctoral de l'Université franco-allemande ;
- **Robert Biewer**, thèse intitulée *La nature juridique des accords de confirmation du Fonds monétaire international*, sous la direction de F. Latty ;
- **Caroline Brandao**, thèse intitulée *Les nouvelles technologies de l'armement appliquées au droit international humanitaire*, sous la direction de C. Bories ;
- **Ambroise Fahrner**, thèse intitulée *Circulation et contrôle des capitaux en droit international*, sous la direction de M. Forteau ;
- **Mathilde Massé**, thèse intitulée *La compétence pénale internationale des juges internes à l'égard des crimes internationaux*, sous la direction de M. Eudes ;
- **Mamadou Meite**, thèse intitulée *La juridicité des droits de solidarité en question dans le droit international de l'homme*, sous la direction de M. Eudes ;
- **Rebecca Mignot-Mahdavi**, thèse intitulée *L'encadrement juridique de l'utilisation des drones armés dans la lutte globale contre le terrorisme*, sous la direction de M. Eudes ;
- **Jean Moïse**, thèse sur *L'état de droit international*, sous la direction de M. Forteau ;
- **Amirhoushang Mostarshedi**, thèse sur *L'Etat tiers en droit international*, sous la direction de P. Bodeau-Livinec ;
- **Julie Roux**, thèse sur *Les violences genrées en droit international*, sous la direction d'A.-L. Chaumette ;
- **Sylla Abdoulaye**, thèse intitulée *Les constitutions internationalisées et la constitutionnalisation du droit international dans les Etats post conflictuels*, sous la direction d'A.-L. Chaumette ;
- **Cyrielle Zurletti**, thèse intitulée *Analyse comparée sur l'influence des sanctions financières internationales : Une arme judiciaire au service des rivalités géopolitiques et géo-économiques modernes*, sous la direction de R. Chemain.

✓ **Membres associés**

La qualité de membre associé a été accordée en 2016 aux personnes suivantes :

- **Mathias Audit**, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ancien directeur adjoint
- **Anouche Beaudoin**, maître de conférences à l'Université de Nice Sophia-Antipolis, docteure du CEDIN
- **Marjorie Beulay**, responsable administrative du Laboratoire Forces du droit (Université Paris 8), docteure du CEDIN
- **Olivia Danic**, maître de conférences à l'Université de Nîmes, docteure du CEDIN
- **Alina Miron**, professeure à l'Université d'Angers, docteure du CEDIN
- **Groui Nahize Moussodji**, doctorant à l'Université Paris 13
- **Muriel Ubéda-Saillard**, professeure à l'Université de Lille, docteure du CEDIN

• **L'ÉQUIPE DU CEDIN** (au 1^{er} janvier 2017)



Photographie de l'équipe du CEDIN (décembre 2016)

Professeurs

Myriam BENLOLO-CARABOT, *directrice adjointe de l'UFR*

Pierre BODEAU-LIVINEC, *Managing Editor - The Law and Practice of International Courts and Tribunals*

Franck LATTY, *directeur du CEDIN, secrétaire général de la Branche française de l'International Law Association*

Mathias FORTEAU, *ancien membre de la Commission du droit international des Nations Unies*

Marie-Laure NIBOYET, *codirectrice du M2 Droit du contentieux international et européen*

Jean-Marc THOUVENIN, *directeur du M2 Droits des relations internationales et de l'UE, secrétaire général de l'Académie de droit international, ancien directeur du CEDIN*

François-Xavier TRAIN, *vice-président de l'Université, codirecteur du M2 Droit du contentieux international et européen, secrétaire général du comité français de l'arbitrage*

Professeurs émérites

Marie-Jeanne CAMPANA

Patrick DAILLIER, *ancien directeur du CEDIN*

Géraud DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE

Henry LESGUILLONS

Alain PELLET, *président de la Société française pour le droit international, membre de l'Institut de droit international, ancien membre de la Commission du droit international des Nations Unies, ancien directeur du CEDIN*

Professeurs associés

Mathias AUDIT, *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*

Régis BISMUTH, *Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po)*

Alina MIRON, *Université d'Angers*

Sébastien TOUZE, *Université Panthéon-Assas, membre du comité contre la torture*

Muriel UBEDA-SAILLARD, *Université Lille 2*

Maîtres de conférences

Bénédicte BEAUCHESNE (HDR, Université Paris 8)

François DE BERARD, *directeur adjoint du CEDIN*

Clémentine BORIES (HDR), *Co-directrice du Master 2 Droit Français - Droits Espagnol et Latino-Américain*

Vincent CHANTEBOUT

Régis CHEMAIN (HDR), *directeur du M2 Droit du contentieux international*

Marina EUDES (HDR), *codirectrice du DU Organisations et juridictions pénales internationales, juge assesseur à la Cour nationale du droit d'asile*

Sophie GROSBOIN

Nabil HAJJAMI, *juge assesseur à la Cour nationale du droit d'asile*

Marie NIOCHE

Anne-Laure VAURS-CHAUMETTE (HDR), *juge assesseur à la Cour nationale du droit d'asile*

Maîtres de conférences associés

Anouche BEAUDOUIN, *Université de Nice Sophia Antipolis*

Olivia DANIC, *Université de Nîmes*

Claire DEBOURG, *Université Paris Nanterre*

Olivier PEIFFERT, *Université Sorbonne Nouvelle (Paris 3)*

ATER

Constance DEPLAGNE

Adrien FOULATIER

Victor GRANDAUBERT

Alexandre HERMET

Elodie HUSSON

Léonor JANDARD

Contrats Doctoraux

Juliette BOULOUY

Thomas DUFOUR

Julie GAVRILOFF

Rachel LUCAS

Chercheurs et chercheurs associés

Sandrine BARBIER
Peter Markus BEHAM
Affef BEN MANSOUR
Marjorie BEULAY
Ulas CANDAS
Marie CUQ
Aboubacar DIAKITE
Marie DUCLAUX DE L'ESTOILLE
Asoid GARCIA MARQUEZ
José Luis GOMEZ
Laurent HEISTEIN
Lucie LAITHIER
Ghislain MABANGA
Jean-Baptiste MERLIN
Stéphanie MILLAN
Michel MONTJOIE
Groui Nahize MOUSSODJI
Anaïs MOUTIER
Daniel MÜLLER
Céline NEGRE
Camille PAPINOT
Audrey SOUSSAN
Arnaud TOURNIER

Doctorants

Sylla ABDOULAYE
Elham ABBASI
Rachelle ABI LAHOUD
Mohamed ALKILANI
Rima AL SADI
Hamoud ALSAMHAN
Lahzar AMRANE
Jelena APARAC
Marwane ARRASSEN
Abdellah ASKARNE
Joel BAPISSEN
Andres BAUTISTA HERNAEZ
Mohamed Amine BEN MEHDI
Robert BIEWER
Loffi BOHLI
Said Bouh ASSOWE
Ali BOZKAYA
Aïcha BRAHMA
Caroline BRANDAO
Caroline BRETON
Laurence BRUNET-BALDWIN
Quentin BURLOT
Rodolphe CADORET
Nino CHIKOVANI
Nomenjanahary CHUK HEN SHUN
Tarciso DAL MASO
Elhadji Babou DIANKHA
Romuald DI NOTO
Maxime DISCOURS
Reliques DJASSA
Virginia DOBRE
Sylvie DUMANOIR
Jeanne DUPENDANT
Balthazar DURAND-JAMIS
Régis EDOUARD
Laïla EL MOUEDDINE
Ambroise FAHRNER
Claire FARANTOS
Ange FASSIAUX-HERMIER

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CEDIN - 2016

Margaux FREDJ
Eleonore GABRIEL
Laura GRIMALDI
Erika HENNEQUET
Khieng HUY
Tania IAKOVENKO-MARINITCH
Nikola JOVANOVIC
Cem KALELIOGLU
Yvan KAMTO TABUGUIA
Hayfa KILANI
Sotirios KONSTANTIS
Marianne LAMOUR
Ludovic LEGRAND
Lucia LEONTIEV
Andrea LOZANO ALMARIO
Jean-Rémi DE MAISTRE
Elsa MARIE
Mathilde MASSE
Cesar Alberto MERCADO RICO
Mamadou MEITE
Rebecca MIGNOT-MAHDAVI
Jean MOÏSE
Maria MOSKVINA
Amirhoushang MOSTARSHEDI
Idoumou Ouls ISMAIL

Marina Cristine PANTOJA
Maïke REGENER
Lina Marcela REYES SARMIENTO
Julie ROUX
Elise RUGGERI-ABONNAT
Cédric SAKANDE
Aline SAMATHAY
Benjamin SAMSON
Marieme SODA KEBE
Lisa STEFANI
Sarah STEFANO
Evika SYLVAIN
Anouar TAMRI
Anne TULIN KERIMOL
Aurore VERNHES
Jérémie VIALENS
Marcela VILELA
William WARLET
Henri WEIL
Cyrille WILI
Donald YANOGO
Evelyne YEWADAN TOGBE
Alain ZAMARIA
Cyrielle ZURLETTI

• DÉNOMINATION DU CEDIN

Il existait une ambiguïté sur l'appellation du centre de recherche. En effet, selon son règlement intérieur et son site internet, le CEDIN désignait le « Centre de droit international » de l'Université Paris Nanterre (ex Paris Ouest Nanterre La Défense). Mais par ailleurs, pour la plupart des gens de l'extérieur, pour l'université et pour l'UFR, et même pour un nombre important de ses membres, l'acronyme CEDIN désignait le « Centre de droit international de Nanterre ». Cette confusion provenait de l'existence passée d'un réseau de « centres de droit international (CEDIN) » (CEDIN Paris I, CEDIN Paris X et CEDIN Paris XIII), seul le CEDIN de Nanterre ayant survécu.

Lors de la réunion du 8 décembre 2016, les membres du CEDIN ont décidé à l'unanimité de rendre au CEDIN son appellation d'origine : **Centre de droit international de Nanterre**. Cette dénomination figurera dans le règlement intérieur du CEDIN qui sera élaboré à partir du règlement type que la Commission Recherche de l'Université adoptera début 2017. Un nouveau logotype a été adopté, le CEDIN s'inscrivant ainsi dans le changement de nom et d'identité visuelle de l'université – désormais Université Paris Nanterre.

• RÉUNIONS DU CEDIN

Les membres du CEDIN se rencontrent en réunion plénière environ tous les deux mois pour échanger sur les projets du Centre, faire le bilan des activités et préparer les échéances à venir.

En 2016, le CEDIN a ainsi organisé cinq réunions plénières (les 10 février, 20 avril, 30 juin, 5 octobre et 8 décembre). Les comptes rendus des réunions sont publiés et consultables sur le site du CEDIN.

- **SITE INTERNET DU CEDIN** <https://cedin.u-paris10.fr>

Un important travail d'actualisation et de restructuration du site internet du CEDIN a été entrepris par le secrétaire général, sous la direction du directeur du Centre. L'objectif est d'avoir un site pleinement opérationnel et susceptible d'informer efficacement les membres du Centre et le public des activités du CEDIN. Ce travail se poursuivra lors de l'année 2017, avec la création de nouvelles rubriques et la réorganisation des anciennes pour une meilleure lisibilité.

Le CEDIN dispose d'une chaîne sur la « webTV » de l'Université : <https://webtv.u-paris10.fr/channels/#chaine-cedin>. Certaines manifestations organisées par le Centre peuvent être visionnées.

- **BIBLIOTHÈQUE DU CEDIN**

Le CEDIN est doté d'une bibliothèque (salle F139) spécialisée en droit international, ouverte aux étudiants, enseignants-chercheurs et autres membres du Centre.

Une partie du budget du Centre est chaque année consacrée à l'achat de nouveaux ouvrages et de revues.

Suite à un don important d'ouvrages de la part d'Alain Pellet, le directeur, le secrétaire général et les doctorants du CEDIN ont procédé, au cours de l'été 2016, à un grand rangement de la bibliothèque et à la réorganisation des espaces de travail du Centre. Cette première étape sera suivie, en 2017, du catalogage et de l'indexation des documents et ouvrages de la bibliothèque et des salles 133 à 135 (notamment les nombreuses thèses de doctorat). Ces différentes opérations poursuivent le double objectif d'identification des documents scientifiques dont dispose le CEDIN et d'amélioration des conditions matérielles de travail des chercheurs.

Lors de la réunion du 8 décembre, le CEDIN a adopté un règlement de la bibliothèque, qui précise les règles de consultation et d'emprunt des ouvrages. Celui-ci sera intégré au futur règlement intérieur du CEDIN. Il est affiché sur la porte de la salle 139 et publié sur le site internet du Centre.

Le CEDIN est un **Centre de documentation européenne**, membre du réseau Europe direct, ce qui lui permet de recevoir la plupart des publications émanant de l'Union européenne. Le réseau d'information Europe Direct regroupe 52 centres d'information en France et 470 en Europe.

Les missions du CDE sont :

- rendre accessible au public (étudiants, enseignants, chercheurs) l'information européenne à dominante juridique et économique,
- aider les institutions d'enseignement supérieur et de recherche à promouvoir et à développer l'enseignement et la recherche sur l'intégration européenne,
- mettre les sources d'information sur l'Union européenne à disposition,
- contribuer, dans le souci d'accroître la transparence, à faire connaître les politiques de l'Union européenne à l'ensemble des citoyens européens.

De nombreux périodiques et des archives sont mis à la disposition des usagers, ainsi que les publications officielles de l'Union européenne, les traités et les rapports annuels de certaines institutions et agences européennes.



• **BILAN FINANCIER**

Doté d'un budget initial de 22 170 euros attribué par l'Université, le CEDIN a pu s'appuyer sur le dynamisme de ses chercheurs pour obtenir d'autres sources de financement pour ses projets de recherche.

- Des projets et manifestations scientifiques ont bénéficié de contrats de recherche/financements conclus avec la ComUE, le GIP-Mission de recherche Droit et justice ;
- Diverses instances de l'université (Ecole doctorale, UFR, Commission Recherche) ont été sollicitées pour cofinancer des missions (déplacements des chercheurs), des manifestations ou des publications ;
- Certaines manifestations ont été organisées avec d'autres unités de recherche (de Nanterre ou d'autres universités), qui ont participé à leur financement ;
- Pour certains évènements (concours de procès simulé, etc.), des financements privés (cabinets d'avocat ou programmes privés) ont été obtenus.

En dépit d'un budget initial trop faible au regard de l'activité du CEDINe, cette diversité des ressources, associée à une gestion rigoureuse des fonds, a permis de maintenir l'équilibre budgétaire et de financer l'ensemble des projets portés par le Centre.

- **PARTICIPATION DU CEDIN À LA FIND**

Dans le cadre d'un plan de réorganisation de la recherche au sein de l'UFR impliquant le maintien du poste de secrétaire général du CEDIN (v. *supra*), le Centre a décidé lors de sa réunion du 8 décembre 2016 de rejoindre la fédération des unités de recherche de l'UFR Droit et science politique (FIND : Fédération interdisciplinaire de Nanterre en droit, <https://find.u-paris10.fr>).



Le directeur du CEDIN avait auparavant été invité à participer aux réunions de la FIND. Il a représenté le CEDIN lors de la Conférence interdisciplinaire sur la sanction, organisée par la fédération le 11 octobre 2016. D'autres manifestations interdisciplinaires seront organisées, auxquelles les membres du CEDIN ont vocation à participer.

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

L'année 2016 a été particulièrement riche pour le CEDIN : plusieurs colloques et conférences ont été organisés ou co-organisés par le Centre, en France et à l'étranger.

- **Conférence : Le droit contre l'impunité ?, Université Paris Nanterre, 5 février 2016**

Le CEDIN (F. Latty) a organisé en lien avec l'Antenne jeunes de Nanterre d'Amnesty international une conférence sur le thème *Le droit contre l'impunité ? A propos de la législation française sur la compétence universelle*. La conférence, qui a fait intervenir M^e Simon Foreman, avocat, président de la Coalition française pour la Cour pénale internationale et Marina Eudes (CEDIN), s'est tenue dans l'après-midi du 5 février 2016 à l'Université Paris Nanterre.



université Paris Ouest
Nanterre La Défense

CEDIN
centre de droit international

FRANCE
AMNESTY
INTERNATIONAL

Antenne Jeunes de Nanterre

CONFÉRENCE :

Le droit contre l'impunité ?
A propos de la législation française sur la compétence universelle



Avec
M^{me} Marina EUDES
Maître de conférences en droit public à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense
Directrice du Diplôme universitaire Organisations et juridictions pénales internationales

M^e Simon FOREMAN
Avocat, président de la Coalition française pour la Cour pénale internationale

Modérateur :
M. Franck LATTY
Professeur de droit public à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

vendredi 5 février 2016, 14 h. - 16 h.
Université Paris Ouest Nanterre La Défense - Bâtiment C, Amphi C2

- **Colloque : Les mers fermées et semi-fermées, Bucarest, 30-31 mai 2016**

Ce colloque s'est inscrit dans le prolongement d'une manifestation organisée par le CEDIN en 2008 à l'Ambassade de Roumanie à Paris sur l'actualité du droit des fleuves internationaux.

Le colloque de 2016, organisé par le CEDIN (J.-M. Thouvenin), a été accueilli par l'Association roumaine de droit international et l'ambassadeur de France à Bucarest, qui a non seulement logé une partie des intervenants français, mais a également offert un dîner-concert à la résidence.

Sept membres du CEDIN ont participé à la manifestation (P. Daillier, N. Hajjami, A. Foulatier, A. Miron, D. Müller, A. Pellet, J.-M. Thouvenin). Le colloque a également réuni des universitaires extérieurs au CEDIN : R. Abello Garvis (professeur), H. Azari (MCF), N. Ros (professeur), et des personnalités extérieures : J.-P. Cot (juge au Tribunal international du droit de la mer), P. Boussaroque (directeur adjoint des affaires juridiques du ministère des Affaires étrangères), B. Aureescu (ancien ministre des Affaires étrangères de Roumanie). La publication des actes interviendra en 2017.



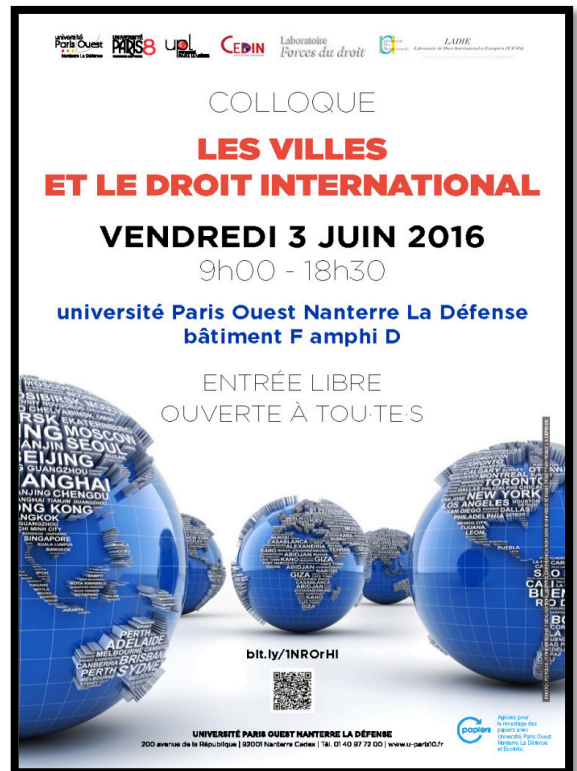
- **Colloque : Les villes et le droit international, Nanterre, 3 juin 2016**

Le 3 juin 2016, s'est tenu à Nanterre un colloque consacré au thème *Les villes et le droit international*, organisé par le CEDIN sous la co-direction de Mathias Forteau (PR, Université Paris Nanterre) et Anouche Beaudouin (MCF, Université de Nice).

Ce colloque s'inscrit dans un projet de plus grande envergure financé par la communauté d'universités (ComUE) Paris Lumières. Il associe le CEDIN au Laboratoire Forces du droit (Paris 8), ainsi qu'au Laboratoire de droit international et européen (LADIE) de l'Université Nice Sophia Antipolis. Un site internet consacré au projet « Villes et droit international » a été mis en ligne le jour d'ouverture du colloque (<https://vdcil.org/>) et a vocation à être alimenté par des contributions de chercheurs, des annonces de manifestations scientifiques et culturelles, etc.

Ce colloque visait à lancer une première réflexion sur la place et le rôle des villes dans le droit international contemporain. Y ont participé des universitaires français et étrangers ainsi que plusieurs praticiens. Le colloque s'est articulé en deux volets : une première demi-journée a été consacrée aux villes comme objet du droit international (droit international de la construction et de la conception des villes ; droit international de la gouvernance et de l'administration des villes) ; une seconde demi-journée a été dédiée aux villes comme sujets du droit international (relations entre villes d'Etats différents ; relations entre villes et autres sujets du droit international).

Le projet « Villes et droit international » connaîtra des prolongements au cours de l'année 2017 (v. *infra*).



- **9^e colloque international des droits de l'homme, Athènes, 14-16 juin 2016**

Sur invitation du Professeur Pararas, M. Eudes et M. Beulay ont représenté le CEDIN lors du 9^e colloque international des droits de l'homme. Le CEDIN a été associé à l'organisation de la manifestation. La publication des actes est prévue dans l'*Annuaire international des droits de l'homme*.

- **Atelier de jeunes chercheurs de Kazan, 29-30 septembre 2016**

Deux doctorantes du CEDIN (Sylvie Dumanoir et Erika Hennequet), accompagnées de Nabil Hajjami (MCF), se sont rendues à Kazan pour participer à l'atelier *International Law as a Discipline*, co-organisé avec l'Université franco-allemande.

Trois thèmes de demi-journées de travail avaient été définis : 1) la cohérence et l'unité du droit international en tant que discipline ; 2) la question de savoir si le droit international parvient à discipliner et canaliser les relations internationales ; 3) les spécificités de l'enseignement du droit international (public et privé) comme discipline universitaire. Les deux doctorantes, sélectionnées à partir d'un appel à

communications, ont chacune présenté une communication en anglais au cours de cette manifestation qui a réuni également des doctorants allemands et russes.

L'expérience sera en principe renouvelée en 2017 avec pour sujet envisagé : « La notion de crise en droit international ». Un appel à communications auprès des doctorants, publicistes comme privatistes, sera lancé au printemps 2017.



- **Colloque : Religion et droit international, Université Paris Nanterre, 13 octobre 2016**

Ce colloque a été co-organisé par le CEDIN (Anne-Laure Chaumette) et l'Université d'Orléans (Nicolas Haupais, professeur à l'Université d'Orléans) pour étudier les rapports entre religion et droit international.

Le colloque a reposé sur la problématique suivante : lorsque la notion de religion est évoquée, il convient de distinguer deux éléments bien différents. Tout d'abord, la religion est une dimension qui structure des représentations, celle de chaque individu dans son rapport au monde. Quelle que soit sa conviction, chacun prend position sur le religieux. Elle aura une influence sur les actions et les autres champs de l'activité intellectuelle. La religion a-t-elle encore, dans le champ du droit international, un rôle dans son élaboration, la formation des normes, la manière dont il est appréhendé ?

Jeudi 13
OCTOBRE
2016

COLLOQUE
ORGANISÉ PAR
LE CENTRE DE DROIT INTERNATIONAL
DE L'UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE
ET LE CENTRE DE RECHERCHE JURIDIQUE POTIER
DE L'UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

PROGRAMME

**Religion
&
Droit
international**

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS
www.univ-orleans.fr/religiondroitinternational

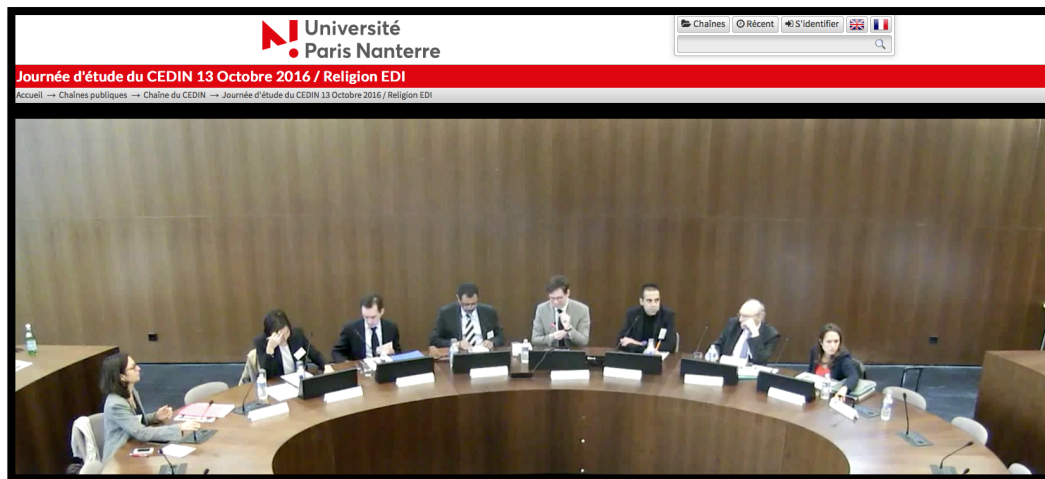
LIEU
Université Paris Nanterre
200 avenue de la République
92001 NANTERRE
Bâtiment B
Salle des Conseils

UNIVERSITÉ D'ORLÉANS Cedim UNIVERSITÉ PARIS OUEST
Nanterre La Défense

Par ailleurs, la religion est inséparable de la création d'organisations, de structures, de hiérarchies personnelles. Dans l'immense majorité des cas, elles n'intéressent guère le droit international. Mais cela ne signifie pas qu'il y soit totalement indifférent. Certaines institutions ont une vocation transnationale assumée, parfois d'ailleurs reconnue en droit international par le biais de l'octroi d'une personnalité juridique, par l'inclusion de certaines d'entre elles dans le fonctionnement d'organisations internationales. Des organisations non-étatiques, fondées sur une allégeance religieuse, peuvent entreprendre des actions qui ont un effet perturbateur du fonctionnement des relations internationales. Quelles sont les forces agissantes du religieux dans le champ du droit international ? Comment fonctionnent-elles et quels sont leurs objectifs ?

Pour l'organisation du colloque et une répartition équitable de la charge financière, une convention de recherche entre le CEDIN et le Centre de recherche juridique Pothier de l'Université d'Orléans a été conclue. Les préparatifs ont été menés conjointement par le secrétaire général du CEDIN et la responsable administrative du CRJP Pothier, laquelle s'est chargée de monter un site internet (<https://religionintern.sciencesconf.org/>) et d'éditer les plaquettes et l'affiche.

Le colloque a fait l'objet d'un enregistrement audio et vidéo mis en ligne sur la Webtv du CEDIN (<https://webtv.u-paris10.fr/channels/#chaine-cedin>).



- **Colloque : *International Regulatory Cooperation*, CEDIN/OCDE, 2 novembre 2016**

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a associé le CEDIN à l'organisation d'un colloque international, qui s'est tenu le 2 novembre 2016 au centre de conférences de l'OCDE, sur le sujet « *International Regulatory Cooperation* ».

Le programme de la matinée, élaboré par le CEDIN, a donné lieu à la présentation de communications par Jean-Marc Thouvenin, Pierre Bodeau-Livinec et Régis Bismuth, Alain Pellet intervenant comme discutant privilégié. L'après-midi, organisée par l'OCDE, a fait intervenir divers experts et des directeurs juridiques d'organisations internationales.

Ce colloque s'est inscrit dans le cadre de la coopération menée depuis deux ans entre l'OCDE et le CEDIN (sous la houlette de Jean-Marc Thouvenin) dans la perspective de la rédaction par l'OCDE d'un code de bonnes pratiques (v. *infra*).



- **Colloque : *1966-2016 : Résistance et résilience des Pactes internationaux de protection des droits de l'Homme à l'épreuve d'une société internationale post-moderne*, Paris, 16 décembre 2016**

Le colloque a été co-organisé par le CEDIN et le CREDOF, sous la direction de Sophie Grosbon (MCF), à l'occasion du cinquantième anniversaire des Pactes internationaux de protection des droits de l'homme.

En 1966, lorsqu'ont été adoptés les Pactes de New York (Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, Pacte international relatif aux droits civils et politiques), il s'agissait de proclamer, dans un monde bipolaire, des droits de l'Homme valant pour chaque individu face à un Etat-nation, moderne, webérien, providence. 50 ans après, en 2016, les organes qui appliquent ces Pactes (le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité des droits de l'Homme notamment) doivent s'adapter à un monde multipolaire ou apolaire dans lequel les droits de l'Homme abstrait et désincarné sont à repenser, dans leur relation aux Etats interdépendants et post-modernes, ainsi que dans le cadre de la globalisation.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CEDIN - 2016

Le Colloque qui s'est tenu le 16 décembre 2016 – pour le cinquantième anniversaire de l'adoption des Pactes – au centre de conférences du ministère des Affaires étrangères avait donc pour objectif d'examiner la capacité des Pactes et des Comités onusiens à s'adapter aux enjeux internationaux apparus depuis 1966. Il a réuni des universitaires et des experts onusiens autour de réflexions sur l'évolution de la conception de l'« Homme » (1^{ère} table ronde sur la (dé)incarnation des droits de l'Homme), sur l'interdépendance des Etats (2^e table ronde sur la (dés)intégration de l'Etat nation dans la globalisation économique), sur la porosité des frontières (3^e table ronde sur la (dé)territorialisation de l'Etat) et leurs conséquences en termes d'obligations de garantir les droits de l'Homme. La quatrième table ronde a consisté en un retour d'expérience des experts onusiens sur la question de savoir comment construire un consensus dans un monde multipolaire (50 ans, 2 pactes, 36 experts et un monde multipolaire).

The poster features logos for Université Paris-Ouest, LITS DEP, DROIT ET SCIENCE POLITIQUE, CEDIN, and the UN. The main text reads: "NOS DROITS NOS LIBERTÉS TOUJOURS LES FONDATIONS DE NOTRE CIVILISATION... 1966-2016 Résistance et résilience des Pactes internationaux de protection des droits de l'Homme à l'épreuve d'une société internationale post-moderne". Below the title is a black and white photograph of people amidst rubble. At the bottom, three orange boxes provide details: DATE (vendredi 16 décembre 2016, 9h-17h), LIEU (Ministère des Affaires étrangères, Paris XV^e), and ACCES (inscription obligatoire + carte d'identité). Contact information is provided as cedin@u-paris10.fr and the location as Centre de conférence ministériel, 27 rue de la Convention, 75015 Paris.

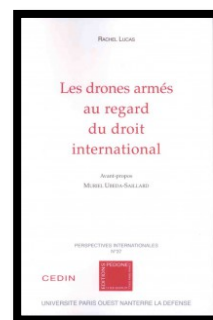


PUBLICATIONS DU CEDIN

Le CEDIN mène une politique active de publication. Il dispose notamment de plusieurs collections aux Editions A. Pedone, maison d'édition de renom dans le domaine du droit international, dans lesquelles il publie des manuels ou traités issus de la recherche collective, des actes de colloque, des mémoires de master 2.

En 2016, le CEDIN a publié l'ouvrage suivant, issu d'un mémoire du master 2 Droits des relations internationales et de l'Union européenne :

Rachel Lucas, *Les drones armés au regard du droit international*, avant-propos de Muriel Ubéda-Saillard, Perspectives internationales, Paris Pedone, 2016, 154 p.



Le CEDIN a travaillé en 2016 à la publication des ouvrages suivants :

- ***Traité de droit international de la mer (dir. : M. Forteau/ J.-M. Thouvenin)***

Mathias Forteau et Jean-Marc Thouvenin, qui codirigent le *Traité de droit international de la mer* ont recueilli toutes les contributions de l'ouvrage qui propose une analyse détaillée des développements les plus contemporains du droit international de la mer. Fruit d'un travail collectif auquel ont été associés une vingtaine de chercheurs du CEDIN (y compris des doctorants) et une trentaine d'experts, chercheurs et praticiens de haute renommée venant du monde entier, il entend dévoiler les ressorts actuels d'une branche du droit en pleine expansion depuis la conclusion de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer en 1982. Ces développements contemporains sont analysés au prisme d'un découpage qui se veut à la fois exhaustif et dynamique et qui permet de mettre l'accent non seulement sur les instruments mais aussi sur le contenu de la régulation internationale contemporaine des activités marines. A ce titre, sont notamment analysées dans cet ouvrage (parmi de très nombreuses questions d'une grande

actualité et d'une importance politique et économique particulièrement marquée) les évolutions récentes de la jurisprudence relative aux délimitations maritimes (dont la sentence arbitrale récente relative à la mer de Chine méridionale) ou les négociations en cours au sein des Nations Unies sur une convention relative à la protection de la biodiversité marine au-delà des zones de juridiction nationale. Cet ouvrage, tant théorique que critique, permettra au lecteur d'être mieux armé pour comprendre mais aussi anticiper les enjeux du 21^{ème} siècle du droit de la mer et des océans.

L'ouvrage paraîtra aux Editions A. Pedone en 2017, avec le soutien financier de l'UFR DSP, de l'Ecole doctorale et de la Commission Recherche de l'Université.

- **Actes du colloque *Les mers fermées et semi-fermées***

La publication aux Editions A. Pedone des actes du colloque de Bucarest sur les mers fermées et semi-fermées (v. *supra*) devrait intervenir simultanément à celle du *Traité de droit international de la mer*. Le directeur de l'ouvrage, Jean-Marc Thouvenin, a recueilli les différentes contributions.

- **Actes du colloque *Européanisation et internationalisation du droit des musées***

Clémentine Bories, qui organisé en 2015 le colloque intitulé *Européanisation et internationalisation du droit des musées* a déposé le manuscrit des actes du colloque aux Editions A. Pedone. La parution interviendra dans les premiers mois de 2017.

- **Actes de la journée d'études *L'Union européenne à l'aune de la théorie des éléments constitutifs de l'État. Un éclairage de droit pénal***

Myriam Benlolo-Carabot et Muriel Ubéda-Saillard réunissent les contributions écrites des intervenants du colloque *L'Union européenne à l'aune de la théorie des éléments constitutifs de l'État. Un éclairage de droit pénal*. La publication est attendue au cours de l'année 2017.

- **Actes du colloque *Villes et droit international***

Anouche Beaudouin et Mathias Forteau recueillent les contributions des intervenants du colloque *Villes et droit international* (v. *supra*). Les actes feront l'objet d'une publication sur le site internet dédié au projet de recherche : <https://vdicil.org/>.

- **Actes du colloque *Religion et droit international***

Anne-Laure Chaumette et Nicolas Haupais recueillent les contributions pour une publication en 2017 aux Editions Pedone.

PUBLICATIONS COLLECTIVES DU CEDIN :

P. DAILLIER, H. GHERARI, G. de LA PRADELLE, *Droit de l'économie internationale*, CEDIN, Paris, A. Pedone, 2004, 1119 p.

J.-P. COT, A. PELLET, M. FORTEAU, *La Charte des Nations Unies, Commentaire article par article*, Paris, Economica, 3^{ème} éd., 2005, XX-2363 p. ;

J. CRAWFORD, A. PELLET, S. OLLESON (eds.), *The Law of International Responsibility*, Oxford University Press, 2010, 1376 p.

H. ASCENSIO, E. DECAUX, A. PELLET, *Droit international pénal*, CEDIN, Paris, Pedone, 2^{ème} éd., 2012, 1280 p.

M. BENLOLO CARABOT, U. CANDAS, E. CUJO, *Union européenne et droit international – En l'honneur de Patrick Daillier*, Paris, Pedone, 2012, 912 p.

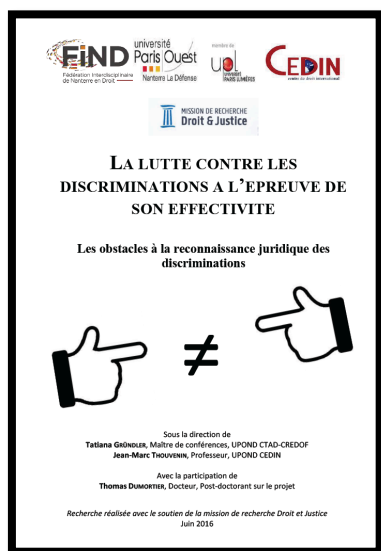
J.-M. THOUVENIN, A. TREBILCOCK (dir.), *Droit international social*, CEDIN, Bruxelles, Bruylant, 2013, 2 tomes, 2072 p.

A. PELLET, A. MIRON (dir.), *Les grandes décisions de la jurisprudence française en droit international public*, Paris, Dalloz, 2015, 783 p.

M. FORTEAU, J.-M. THOUVENIN, *Traité de droit international de la mer*, CEDIN, Paris, Pedone, 2017, à paraître

RAPPORTS ET AUTRES TRAVAUX DE RECHERCHE

- **Etude CEDIN/FIND pour la mission de recherche Droit et justice : *La lutte contre les discriminations à l'épreuve de son effectivité***



Répondant à un appel à projets de la Mission Droit et justice, le CEDIN (dir. : J.-M. Thouvenin) et la Fédération interdisciplinaire en droit de Nanterre (FIND) (dir. : T. Gründler) ont rédigé un rapport sur *La lutte contre les discriminations à l'épreuve de son effectivité*.

Présentation de l'étude : Depuis la loi du 1^{er} juillet 1972 qui sanctionne les discriminations raciales, le droit de la lutte contre les discriminations s'est, sous l'influence du droit européen, développé en France. Outre l'extension de la liste des critères protégés contre les discriminations – au nombre de 25 aujourd'hui – et l'affinement de l'approche des comportements discriminatoires (discrimination directe, indirecte, par association...), l'un des points culminants de ce développement reste la création au début des années 2000 de la Haute autorité de lutte contre les discriminations, absorbée en 2011 par le Défenseur des droits. Bien que depuis une vingtaine d'années, les textes juridiques foisonnent et les autorités chargées de tout ou partie de leur mise en œuvre se multiplient, au point qu'ils peuvent susciter un sentiment de trop-plein, la lutte contre les discriminations laisse un goût d'inachevé. Elle présente des manques, des lacunes d'ordre tout à la fois, conceptuel, textuel, procédural et juridictionnel. Ainsi, au moment où son institutionnalisation dans le droit français arrive à maturité, la lutte contre les discriminations se trouve confrontée à l'épreuve de son effectivité. L'objectif de la recherche est en conséquence, d'une part, de prendre la mesure de ces faiblesses,

et, d'autre part, si elles sont avérées, de déterminer les lieux où des politiques publiques et jurisprudentielles pourraient agir.

L'équipe de recherche, composée d'une trentaine d'enseignants-chercheurs, docteurs et doctorants, couvrant toutes les branches du droit (droit international, droit européen, droit processuel, droit civil, droit administratif, droit du travail, droit constitutionnel, mais aussi, à l'occasion, théorie et histoire du droit) a mené un travail alternant réflexion personnelle, en sous-groupes et en séminaires communs – fermés ou ouverts de façon à présenter à des personnalités expertes et extérieures les avancées de la recherche.

Les analyses proposées prennent appui sur l'étude systématique des textes internationaux, nationaux et de droit comparé et le dépouillement de nombreuses jurisprudences. Des entretiens avec des magistrats – français et espagnols – tout comme avec des membres du Défenseur des droits ont également nourri la réflexion commune. L'issue de ce travail confirme que le droit de la lutte contre les discriminations français présente bien des défauts de cohérence entre ses multiples sources juridiques et de cohésion entre les différentes instances chargées de sa mise en œuvre. Il se caractérise aussi par des insuffisances quant aux instruments d'identification des discriminations et aux réponses apportées à celles qui sont établies. Toutefois le tableau qu'offre la France en cette matière n'est pas d'une totale noirceur. Nombre de critiques négligent que les objectifs poursuivis par cette lutte, notamment l'idéal d'égalité, le sont aussi par des dispositifs institutionnels de protection sociale et de redistribution des richesses qui ont structuré depuis longtemps les politiques publiques françaises et les innervent encore aujourd'hui. Par conséquent, le jugement négatif que l'on peut porter sur l'effectivité de ce droit et de cette lutte, doit être nuancé par la prise en compte de la place relative que ceux-ci occupent au sein des politiques sociales de réduction des inégalités et de lutte contre les exclusions en France.

Le rapport peut être consulté sur le site de la mission Droit et justice : <http://www.gip-recherche-justice.fr/publication/la-lutte-contre-les-discriminations-a-lepreuve-de-son-effectivite/>

- **Collaboration CEDIN/OCDE : *International Regulatory Co-operation***

Depuis 2015, le CEDIN (sous la direction de Jean-Marc Thouvenin) collabore avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le thème de la coopération entre organisations internationales en matière de régulation. Le projet vise, à partir d'études de cas, à aider l'OCDE dans la rédaction d'un code de bonnes pratiques. Préalablement au colloque tenu à l'OCDE en décembre 2016 (v. *infra*), le CEDIN a dépêché des doctorants ou étudiants avancés auprès d'organisations internationales, au sein desquelles ils ont accompli un stage :

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CEDIN - 2016

- Jeanne Dupendant à l'International Standard Organization (ISO), Genève
- Aboubacar Diakite à la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE ONU/UNECE), Genève
- Luis Cousin à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Genève
- Marc Loesewitz, à l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML), Paris
- Julie Verne, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome

Les stagiaires ont rédigé des contributions qui ont fait l'objet de publications présentées par le secrétaire général de l'OCDE, lors du colloque du 2 novembre

Les rapports publiés par l'OCDE peuvent être téléchargés aux adresses suivantes :

Rapport ISO : https://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/ISO_Full-Report.pdf ;

Rapport UNECE :

https://www.unece.org/fileadmin/DAM/trade/wp6/AreasOfWork/RegulatoryCooperation/UNECE_Full_Report.pdf ;

Rapport OMS : https://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/WHO_Full-Report.pdf ;

Rapport OIML : https://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/OIML_Full%20Report.pdf ;

Rapport FAO : https://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/FAO_Full-Report.pdf.



- **Projet CNUCED de cartographie des traités d'investissement**

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a lancé un projet de « cartographie » (*mapping*) des traités de protection des investissements. L'objectif est la mise en place d'une base de données recensant les caractéristiques des quelque 3 000 traités connus afin de faciliter le travail des chercheurs et praticiens dans le domaine du droit des investissements.

Pour ce faire, la CNUCED a fait appel à des chercheurs provenant d'universités de tous les continents. Une équipe de quatre doctorants du CEDIN (Caroline Breton, Régis Edouard, Adrien Foulatier et Sarah Stefano) dirigés par Franck Latty a participé à ce projet en 2016.

La base de données de la CNUCED a été mise en ligne à l'adresse suivante : <http://investmentpolicyhub.unctad.org/IIA/mappedContent#ialInnerMenu>

The screenshot displays the 'Investment Policy Hub' website. At the top, there is a navigation bar with the 'INVESTMENT POLICY HUB' logo and the UNCTAD logo. Below this is a menu with various categories: Investment Policy Framework, Investment Policy Review, Investment Policy Monitor, International Investment Agreements (highlighted), Investment Dispute Settlement, Investment Policy Blog, and Publications. The main content area is titled 'International Investment Agreements Navigator' and features a world map. Below the map, there is a legend for 'Number of IIAs per economy' with a scale from 1 to 202. At the bottom of the map area, there are several tabs: 'IIAs BY ECONOMY', 'IIAs BY COUNTRY GROUPING', 'MOST RECENT IIAs', 'MAPPING OF IIA CONTENT' (which is selected), and 'ADVANCED SEARCH'. Below the map, there is a section titled 'IIA Mapping Project' with a 'Contact us' button. The text below the button states: 'The IIA Mapping Project is a collaborative initiative between UNCTAD and universities worldwide to map the content of IIAs. The resulting database serves as a tool to understand trends in IIA drafting, assess the prevalence of different policy approaches and identify treaty examples. For more information on the project, please read the Mapping Project Description & Methodology.'

- **Mécanisme international de restructuration de la dette obligataire des Etats**

Le CEDIN a initié à partir de 2013 un projet de recherche visant à concevoir l'ingénierie juridique nécessaire au règlement des situations d'insolvabilité affectant des Etats. Un groupe de travail dirigé par Mathias Audit a été mis en place. Le rapport qu'il a produit prône la création d'une institution internationale spécialement en charge de la conduite sous son égide de procédures d'insolvabilité affectant des Etats en situation de péril financier : le Centre international pour la sauvegarde financière des Etats (CISFE). Le rapport contient un projet de convention internationale et de règlement de conciliation et d'arbitrage. Le rapport peut être consulté sur le site internet spécialement mis en place pour accompagner le projet : <http://icefss-cisfe.org>.

M. Audit a poursuivi en 2016 la promotion du mécanisme :

- publication du projet en version anglaise dans la revue du CIRDI : M. Audit, « Legal Engineering for the Creation of an International Centre for the Financial Safeguard of States », *ICSID Review*, 2016, vol. 32, pp. 227-257 (le projet avait été publié en français en 2015 : « Ingénierie juridique pour la création d'un Centre International pour la Sauvegarde Financière des Etats, par le Centre de droit international (CEDIN) de l'université Paris Ouest Nanterre La Défense », *JDI*, 2015/3, p. 1057-1076) ;
- présentation du mécanisme à l'ONU (New York), auprès de plusieurs délégations étatiques, puis à Washington auprès du CIRDI et du FMI ;
- présentation du projet lors d'une conférence à la Georgetown University (Mathias Audit, « Sovereign Bond Restructuring: Should We Negotiate or Should We Litigate? », First Interdisciplinary Sovereign Debt Research and Management Conference, Institute of International Economic Law, Georgetown University Law Center, 21 janvier 2016).
- tribune dans *Les Echos* du 1^{er} avril 2016 : http://www.lesechos.fr/01/04/2016/LesEchos/22162-047-ECH_pour-une-resolution-globale-des-defauts-des-dettes-souveraines.htm ;
- présentation au Club de Paris, dans le cadre des rencontres sur la dette souveraine ;
- présentation à la semaine juridique de la Banque Mondiale, début décembre.



- **Projet ComUE CEDIN/Forces du droit : Les camps et le droit**

Le projet, initié par le laboratoire Forces du droit de l'Université Paris 8 (Laurence Dubin) en lien avec le CEDIN (Anne-Laure Chaumette et Marina Eudes, dir.) prévoit, sur une période de deux ans, de dégager à partir de la multiplicité des formes de camps (camps « spontanés », « institutionnalisés », « mixtes ») une définition juridique commune et de faire un état des lieux des pratiques juridiques qui y sont à l'œuvre.

Le projet de « cartographie juridique » des camps bénéficie d'un financement de la ComUE sur deux ans. Il prend la forme de séminaires réguliers et d'enquêtes sur le terrain :

- Un premier séminaire « historique » a été organisé à l'Université Paris 8, le mardi 18 octobre 2016. Il avait pour thème : *Identification du concept de « camps » - Approche historique*. Y sont intervenus des historiens (Pierre-Olivier Clochard, Olivier Chaumet et Philippe Rygiel) ;
- un deuxième séminaire « anthropologique » a été organisé à l'Université Paris 8, le 9 décembre 2016. Il avait pour thème : *Identification du concept de "camp" – Approche anthropologique et philosophique*. Y sont intervenus des philosophes et des sociologues (Michel Agier, Aurore Mréjen et Etienne Tassin) ;
- des questionnaires ont été envoyés aux différents acteurs des camps, qui portent sur toutes les questions juridiques susceptibles de concerner la vie dans les camps (gestion institutionnelle, mariages, naissances, décès etc.).

- **Base de données internationales et européennes Eurydice**

Le Professeur Patrick DAILLIER est l'auteur d'une base de données informatisée portant sur le droit international et le droit européen comprenant plus de 50 000 fiches. Cette publication, sans précédent en langue française, représente une dizaine d'années de travail de recherche et d'analyse. Elle fait l'objet d'une actualisation constante.

<http://www.base-eurydice.fr>

PUBLICATIONS
INDIVIDUELLES

Publications individuelles des membres du CEDIN en 2016 : *(liste non exhaustive)*

✓ **BAUTISTA HERNÁEZ, Andrés**

« Reflexiones en torno a la regulación jurídica de la reducción del riesgo de desastre (Disaster Risk Reduction) y la práctica internacional al respecto seguida por la UNESCO », *Ius et Scientia*, 2016, Vol. 2, n° 1, pp. 89-107.

✓ **BEAUCHESNE, Bénédicte**

Les relations internationales, Cours et QCM, Ellipses, coll. Actu' Concours 2017-2018, 7e éd. mise à jour, septembre 2016, 503 p.

✓ **BENLOLO-CARABOT, Myriam**

- « Is the Territory a Constituent Element of the European Union? », in P. d'Argent (Ed.), *Droit des frontières internationales – The Law of International Borders*, Pedone, 2016, pp. 291-309.

- « La mise en œuvre de la Charte des droits fondamentaux », in *La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Mode d'emploi*, Symposium Conseil d'Etat, Justice et Cassation, 2016, pp. 444-452.

- Chronique de jurisprudence « Droit pénal européen » (avec Pascal Beauvais), *Revue trimestrielle de droit européen*, 2016, pp. 787-803.

- Chronique Citoyenneté, *Annuaire du droit de l'Union européenne*, 2016, à paraître.

✓ **De BÉRARD, François**

- « La fraude par l'arbitrage: précisions de la Cour de cassation, note sous Cass. civ.1re, 4 novembre 2015 », *Rev. arb.*, 2016/1, p. 235.

✓ **BEULAY, Marjorie**

« Lanceurs d'alertes : la nécessité de l'établissement d'un statut en droit international ? », *Revue des droits de l'Homme*, n° 10, 13 juillet 2016, <http://revdh.revues.org/2489>, 13 p.

✓ **BODEAU-LIVINEC, Pierre**

- « Activité et jurisprudence des tribunaux administratifs des Nations Unies », *AFDI*, vol. LXI, 2015 (avec A.-M. Thévenot-Werner).

- « Developing International Law at the Bar – A Growing Competition among International Courts and Tribunals » (Co-dir. avec C. Giorgetti), *The Law and Practice of International Courts and Tribunals*, vol. 15.2, pp. 177-189.

- « Lost in Translation : Les projets abandonnés par la CDI », in P. Bodeau-Livinec (dir.), *Formes du droit international – Réflexions sur le devenir des travaux de la Commission du droit international*, Actes du colloque du 22 juin 2015, Pedone, Paris, 2016 (à paraître).

- « L'opposition des États à l'accession de la Palestine aux traités multilatéraux dans le cadre onusien », in Th. Garcia (dir.), *La Palestine : d'un État non membre de l'Organisation des Nations Unies à un État souverain ?*, Actes du colloque international de l'Université de Nice-Sophia Antipolis (13 mars 2015), Pedone, Paris, 2016, pp. 61-78.

- « L'application des résolutions du Conseil de sécurité en droit français », in A. Novosseloff (dir.), *Le Conseil de sécurité des Nations Unies entre impuissance et toute puissance*, CNRS Éditions, Paris, 2016, pp. 339-357.

Communications (non publiées)

- « Comment s'écrivent les traités de codification ? », in F. Couveinhes-Matsumoto et R. Nollez-Goldbach (dirs.), *Comment s'écrit le droit international ? Négocier et rédiger les textes internationaux*, Journée d'études de l'ENS Rue d'Ulm, 4 novembre 2016.

- « Organisation de la Coopération Islamique et Nations Unies », in A.-L. Chaumette et N. Haupais (dirs.), *Religion et droit international*, Université Paris-Nanterre, 13 octobre 2016.

- « Responsabilité de l'État pour les activités des entreprises multinationales », in SFDI, *Les entreprises multinationales en droit international*, colloque de l'Université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis (à paraître).

- « Villes et gouvernance » (avec A. Bréjon), in M. Forteau et A. Beaudouin, *Villes et droit international*, colloque de l'Université Paris-Nanterre, 3 juin 2016.

✓ **BORIES, Clémentine**

- *Européanisation et internationalisation du droit des musées*, dir. avec J.-C. Barbato, Paris, Pedone, 2017, à paraître.

- « Les biens du patrimoine mondial en France », in G. Cahin, F. Poirat, S. Szurek, *La France et la condition juridique des biens*, Paris, Pedone, 2017, à paraître.

- « Vers un statut européen et international des musées ? », in J.-C. Barbato, C. Bories (dir.), *Européanisation et internationalisation du droit des musées*, Paris, Pedone, 2017, à paraître.

- « La protection du patrimoine culturel subaquatique », in M. Forteau, J.-M. Thouvenin (dir.), *Traité de droit international de la mer*, Paris, Pedone, 2017, à paraître.

✓ **BOULOUY, Juliette**

- « L'exception culturelle dans un traité de libre-échange », in S. Rohlffing-Dijoux (dir.), *Developing Intra-Regional Exchanges Through the Abolition of Commercial and Tariff Barriers - Myth or Reality ?*, PIE Peter Lang, coll. Cultures juridiques et politiques, 2017, pp. 293-303.
- « L'exploitation des ressources halieutiques », in M. Forteau et J.-M. Thouvenin (dir.), *Traité de droit international de la mer*, à paraître.

✓ **BRETON, Caroline**

- « Monnaies virtuelles et réseaux sociaux : à la recherche d'un encadrement juridique stable », in Valère Ndior (dir.), *Droit et réseaux sociaux*, Paris : Lextenso éditions, coll. LEJEP, 2016, pp. 161-182.
- « Droit de réguler de l'État en matière fiscale et protection de l'investisseur : la nécessité d'un équilibre », *Droit administratif*, Chronique de droit administratif et droit public financier du Centre de recherches sur le droit public (CRDP) de l'Université Paris Nanterre, mars 2016, n° 3, pp. 23-24.

✓ **CHANTEBOUT, Vincent**

- « Nul n'est censé ignorer l'information accessible sur internet – Obligation de révélation et exception de notoriété », *Cahiers de l'arbitrage*, 2016, p. 633.
- « La participation d'un même arbitre à deux arbitrages connexes », *Revue de l'arbitrage*, 2016, p. 525.

✓ **CHEMAIN, Régis**

« Arbitre et embargo », *Lettre de la CAIP*, septembre 2016, n° 11

✓ **DUMANOIR, Sylvie**

« Vers une renégociation de l'Accord économique commercial et global entre l'Union européenne et le Canada », *Revue de l'Union européenne*, mars 2016, 16 p.

✓ **EUDES, Marina**

- « Droit international pénal et droit international des droits de l'homme », in J. Fernandez (dir.), *Justice pénale internationale*, Biblis, CNRS Editions, Paris, 2016, pp. 137-150.
 - « Juger le crime de génocide : un enjeu historique et juridique », in Ph. Greciano (dir.), *Justice pénale internationale. Les nouveaux enjeux de Nuremberg à La Haye*, Mare et Martin, Paris, 2016, pp. 41-57.
 - « Société civile internationale, diplomatie des droits de l'homme et bonne gouvernance. La démocratie par et pour les ONG », in V. Champeil Desplats et J.-M. Denquin (Dir.), *La démocratie, du crépuscule à l'aube ?*, Mare et Martins, Paris, à paraître.
- « Les ONG confessionnelles », in A.-L. Chaumette et N. Haupais (dir.), *Religion et droit international*, Paris, Pedone, 2017, à paraître.

- « Dialogue de sourds entre la Cour pénale internationale et le juge pénal interne ? », Colloque sur le dialogue des juges, 9ème Colloque international sur les droits de l'homme, Fondation Libertas, Athènes, 16 juin 2016, à paraître.

- « L'exclusion des protections internationale et européenne », in C.A. Chassin (dir.), *La réforme de l'asile mise en œuvre*, colloque Université de Caen, 10 juin 2016, Pedone, à paraître.

✓ **FORTEAU, Mathias**

- « A New 'Baxter Paradox'? Does the Work of the ILC on Matters Already Governed by Multilateral Treaties Necessarily Constitute a Dead End ? », *Harvard Human Rights Journal* (<http://harvardhrj.com/wp-content/uploads/2016/06/Forteau.pdf>).

- « Changer de regard : tout ne serait-il pas affaire de droit applicable, plutôt que d'ordres juridiques ? », in B. Bonnet (dir.), *Traité des rapports entre ordres juridiques*, LGDJ, 2016.

- « Regulating the Competition between International Courts and Tribunals: the Role of Ratione Materiae Jurisdiction under Part XV of UNCLOS », *The Law and Practice of International Courts and Tribunals*, 2016, pp. 190-206.

- « Les Nations Unies et l'abolition universelle de la peine de mort : actions et défis », in S. Touzé (dir.), *L'abolition universelle de la peine de mort*, Pedone, Paris, 2016, pp. 11-27.

- « Les décisions juridictionnelles comme précédent », in SFDI, *Le précédent en droit international*, Pedone, Paris, 2016, pp. 87-112.

- « The State », in *Oxford Bibliographies in International Law* (publication en ligne, <http://www.oxfordbibliographies.com>) (2016).

- Note de lecture de l'ouvrage de Paul von Mühlendahl, *L'équidistance dans la délimitation des frontières maritimes. Etude de la jurisprudence internationale*, in *RGDIP*, 2016, pp. 480-481.

- « The Role of the International Rules of Interpretation for the Determination of Direct Effect of International Agreements », in H. Aust and G. Nolte (eds.), *The Interpretation of International Law by Domestic Courts*, Oxford UP, Oxford, 2016, pp. 96-112

- « Régionalisme et unité du droit international », in *Select Proceedings of European Society of International Law*, vol. 4, Hart Publishing, 2016, pp. 87-92

✓ **GRANDAUBERT, Victor**

- Avec J-M. Thouvenin, « The Material Scope of State Immunity from Execution », in *The Oxford Handbook of International Immunities* (à paraître).

- « France legislates on State immunity from execution. How to kill two birds with one stone? », *EJIL : Talk ! – Blog of the European Journal of International Law* (à paraître).

- « Is there a place for sovereign immunity in the fight against terrorism? The US Supreme Court says 'no' in *Bank Markazi v. Peterson* », *EJIL : Talk ! – Blog of the European Journal of International Law*, 19 mai 2016, <http://www.ejiltalk.org/is-there->

a-place-for-sovereign-immunity-in-the-fight-against-terrorism-the-us-supreme-court-says-no-in-bank-markazi-v-peterson/.

- « La responsabilité internationale de l'entreprise privée patronnée pour ses activités menées dans le cadre de la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : un modèle pour les Entreprises multinationales en droit international ? », communication présentée lors de la demi-journée d'étude organisée par le bureau des jeunes chercheurs de la société française de droit international, « Entreprises multinationales et responsabilité(s) », Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, 15 avril 2016, à paraître sur le site internet de la SFDI.

- « La Zone », in M. Forteau, J.-M. Thouvenin (dir.), *Traité de droit international de la mer* (à paraître).

✓ **GROSBON, Sophie**

- « Représentation et représentativité dans les instances universitaires », in O. Bui-Xuan (dir.), *Représentation et représentativité dans les institutions*, Institut Universitaire Varenne, 2016, pp. 173-186

- « Regard critique des comités onusiens sur la lutte contre les discriminations à la française », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], 9 | 2016, mis en ligne le 11 mai 2016, URL : <http://revdh.revues.org/2083>.

- « Observations finales du CODESC sur le 4ème rapport périodique de la France : Morceaux choisis », *Actualités Droits-Libertés*, mis en ligne le 19 juillet 2016 : <http://revdh.revues.org/2504>

✓ **HAJJAMI, Nabil**

- « De la légalité de l'engagement militaire de la France en Syrie », *Revue du droit public (RDP)*, 2017-1, pp. 151-174.

- « Commentaire de la sentence arbitrale du 18 mars 2015, République de Maurice contre Royaume-Uni. Affaire de la proclamation d'une aire marine protégée dans les Chagos », *Revue générale de droit international public (RGDIP)*, 2016-2, pp. 333-357.

- « La diplomatie française et les droits de l'homme », in Ch. Lazergues (dir.), *Les grands avis de la Commission nationale consultative des droits de l'homme*, Dalloz, Paris, 2016, pp. 89-100.

- « The Institutionalisation of The Responsibility to Protect », in Richard Barnes and Vassilis Tzevelekos (eds.), *Beyond The Responsibility to Protect : Generating Change in International Law*, Interstentia, Cambridge, 2016, pp. 81-101.

- « La reconstruction d'État démocratique dans les situations post-confliktuelles », in C. Gonzalez Palacios, Th. Rensmann et L. Zevounou (dir.), *Estrategias de consolidación de las entidades públicas*, Université de Lima, Centro de Altos Estudios Nacionales, Fondo Editorial, Lima, 2016, pp. 107-117.

- « The Dictator (Larry Charles) : que veut dire le mot « démocratie » ? », article publié sur le site internet du Centre de droit international de l'ULB dans le cadre du projet *Culture pop' et droit international - droit international et cinéma*, 30 novembre 2016.

Articles rédigés en 2016 à paraître en 2017 :

- avec Ch. Beaucillon, « Nationalité et citoyenneté. Octrois et déchéances au regard du droit international », in Francesca Raimondo et Elena Ferioli (dir.), *La cittadinanza in Francia e in Italia : proposte di riforma e prospettive future*, Journée d'étude italo-française, Université de Bologne, 24 octobre 2016, à paraître en 2017.
- « Interventions et religion », in A.-L. Chaumette et N. Haupais (dir.), *Religion et droit international public*, colloque du 13 octobre 2016, Université Paris Nanterre.
- « La gouvernance internationale des mers fermées et semi-fermées », *Actualité des mers fermées et semi-fermées*, colloque organisé par le CEDIN et l'ADIRI les 30 et 31 mai 2016, Université de Bucarest.
- « La diplomatie française et le droit international », in R. Ben Achour et H. Gueldich (dir.), *La politique étrangère et le droit international*, Université de Tunis, 27 et 28 avril 2016.
- avec M. Eudes, « L'emploi de la force en mer », in M. Forteau et J.-M. Thouvenin (dir.), *Traité de droit international de la mer*.
- « Où en est la responsabilité de protéger ? », in *Réciprocité et universalisme. Sources et régimes du droit international des droits de l'Homme*, Mélanges en l'honneur du Professeur Emmanuel Decaux.
- avec O. Corten, « Rubrique conciliation », in *Dalloz – Encyclopédie - Répertoire de droit international*.
- « The Tanzanian intervention in Uganda (1979) », in O. Corten and T. Ruys, *International Law on the Law of Force : a Case-based Approach*.
- « Commentaire des articles 26 à 31 du Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels » in E. Decaux et O. de Schutter (dir.), *Le Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels, commentaire article par article*.
- « Commentaire des articles 15 à 21 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », in E. Decaux et O. de Schutter (dir.), *Le Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels, commentaire article par article*.

✓ **LATTY, Franck**

- *Sport et droit international* (codirection avec Jean-Michel Marmayou et Jean-Baptiste Racine), Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2016, 343 p.
- Direction de la Galerie des internationalistes francophones, site internet de la Société française pour le droit international : <http://www.sfdi.org/internationalistes/>
- Commentaire des sentences CAS 2014/A/3759 (*Dutee Chand v. Athletics Federation of India (AFI) & IAAF*) et CAS 2015/A/3874 / CAS 2015/A/3875 (*Football Association of Albania v. UEFA ; Football Association of Serbia v. UEFA*), in *Chronique de jurisprudence arbitrale en matière sportive* (dir. : Mathieu Maisonneuve), *Revue de l'arbitrage*, 2016/3, n° 3, pp. 931-944.
- « Le brouillage des repères du *jus contra bellum*. A propos de l'usage de la force par la France contre Daech », *Revue générale de droit international public*, 2016/1, pp. 11-39.

- « Arbitrage transnational et droit international général (2014) » (avec Patrick Jacob et Arnaud de Nanteuil), chronique in *Annuaire français de droit international*, 2014, pp. 545-617.
- « Sport et droit international : rapport introductif », in Franck Latty / Jean-Michel Marmayou / Jean-Baptiste Racine (dir.), *Sport et droit international*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2016, pp. 11-23.
- « Ploutocratie et personnalité juridique internationale », in Sarah Cassella / Lucie Delabie (dir.), *Faut-il prendre le droit international au sérieux ?*, actes de la journée d'études en l'honneur de Pierre Michel Eisemann, Paris, Pedone, 2016, pp. 77-90.
- « Introduction » in Catherine Kessedjian, *Le droit international collaboratif*, collection Doctrine(s), Paris, Pedone, 2016, pp. 3-7 et entretien avec l'auteur, pp. 167-185.

✓ **MOÏSE, Jean**

- « Gouvernance d'un monde pluriel et « pluralisme ordonné » par le droit : entre universalisme et relativisme ? », à paraître
- « Le droit à l'éducation. Entre la norme et la réalité, une vision lointaine à atteindre en Haïti », <http://radiotelevisioncaraibe.com>, 20 décembre 2016
- « La CPI ou la pointe de l'iceberg d'une crise profonde du multilatéralisme », *Œil d'Afrique*, 7 novembre 2016
- « Cholera : vers la fin du déni de justice de justice de l'ONU ? », *Jeune Afrique*, 28 septembre 2016

✓ **MONTJOIE, Michel**

- « Treaty Implementation applied to Conventions on Nuclear Safety », *Nuclear Bulletin Law*, n° 96, décembre 2015

✓ **NIOCHE, Marie**

- « Arbitrage : le contrôle de la qualification de fraude par la Cour de cassation », *Gaz. Pal.*, 9 février 2016, p. 61-62.
- « Arbitrage international : le caractère facultatif des mentions manuscrites protectrices de la caution », *Gaz. Pal.*, 17 mai 2016, p. 60-61
- « Comparution du défendeur et clause attributive de juridiction », *Gaz. Pal.*, 30 août 2016, p. 67-68.
- « Règlement Bruxelles I : l'épuisement des voies de recours dans l'Etat d'origine est un préalable indispensable pour invoquer une violation de l'ordre public dans l'Etat requis », *Gaz. Pal.*, 29 novembre 2016.
- « Le règlement Bruxelles I à l'épreuve des mécanismes collectifs de règlement des litiges : l'exemple de la transaction de groupe néerlandaise », *Rev. Crit. DIP*, 2017, à paraître.
- « Compétence : mesures provisoires et conservatoires », Fasc. règlement (UE) n°1215/2012, in *JurisClasseur Droit international*, 2017, à paraître.

✓ **PELLET, Alain**

- « 'La Cour' – Supputations indéçises sur l'avenir de la C.I.J. », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Habib Slim – Ombres et lumières du droit international*, Paris, Pedone, 2016, pp. 393-416.
- « Annex XVIII – World Tourism Organization (UNWTO) » in A. Reinisch ed., *The Conventions on the Privileges and Immunities of the United Nations and Its Specialized Agencies – A Commentary*, Oxford UP, 2016, pp. 845-856
- « Police Power or the State's Right to Regulate » in M. Kinnear, G. R. Fischer, J. R. Almeida, Luisa Fernanda Torres, M. Uran Bidegain (dir.), *Building International Investment Law – The First 50 Years of ICSID*, Alphen, Kluwer Law International, 2016, 447-462
- Préface in M. S. Cataleta, *Les droits de la défense devant la Cour pénale internationale*, L'Harmattan, Turin, 2016, 536 p.
- Préface in SFDI, colloque de Strasbourg, *Le précédent en droit international*, Paris, Pedone, 2016

✓ **THOUVENIN, Jean-Marc**

- *Ombres et Lumières du droit international, Mélanges en l'honneur du Professeur Habib Slim*, S. Doumbé-Billé, J.-M. Thouvenin (coord.), Paris, Pedone, 2016, 516 p.
- *Traité de droit international de la mer*, dir. avec M. Forteau, Paris, Pedone, 2017, à paraître.
- *Rethinking Sovereignty? Challenges and Modifications*, dir. avec Norman Weiß et Adel Abdouline, Nomos, 2016, , à paraître.

✓ **VAURS-CHAUMETTE, Anne-Laure**

- « Exonération de responsabilité », in O. Beauvallet (dir.), *Dictionnaire Encyclopédique de la Justice Pénale Internationale*, Ed. Berger-Levrault, à paraître en 2017.
- « Article 98 du Statut de la CPI », in L. Nemer Caldeira Brant et S. Steiner (dir.), *Tribunal Penal Internacional : Comentários ao Estatuto de Roma*, Editora Del Rey BH Ltda, Belo Horizonte, 2016, pp. 1463-1486.
- - « Chronique des juridictions internationales pénales », avec J. Fernandez et M. Ubéda-Saillard, *AFDI*, 2015
- « Constitution (et guerre) », in F. Ramel, B. Durieux, J.-B. Jeangène Vilmer (dir.), *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, PUF, Paris (à paraître).
- « La difficile qualification du terrorisme en droit international pénal », in A. Tardieu (dir.), *Lutte contre le terrorisme*, Actes du colloque de Caen, 4-5 novembre 2015 (à paraître)
- « Droit international pénal et droit des réfugiés », in J. Fernandez (dir.), *Justice pénale internationale*, CNRS Editions, Paris, 2016, pp. 151-169.

- « Les sujets de DAECH : combattants et civils », in F. Safi, A. Casado (dir.), *DAECH et le droit*, Editions Panthéon-Assas, Paris, 2016, pp. 73-86.
- « Le terrorisme : illustration d'un dialogue juridictionnel à trois voix. Un va-et-vient discordant », in SFDI, *Le Précédent en droit international*, colloque de Strasbourg, Pedone, Paris, 2016, pp. 327-338.

Sites/pages personnels :

- ✓ GROSBON, Sophie : <https://www.u-paris10.fr/mme-sophie-grosbon--701894.kjsp>
- ✓ LATTY, Franck : <http://www.franck-latty.fr>
- ✓ PELLET, Alain : www.AlainPellet.eu
- ✓ VAURS CHAUMETTE, Anne-Laure : <https://sites.google.com/site/alchaumette/>

• THÈSES SOUTENUES EN 2016

- Peter Markus Beham (cotutelle Vienne), *Illusion doctrinale et intérêt de l'Etat : une analyse du droit non conventionnel pour les « concepts moraux »* (dir. : J.-M. Thouvenin / Ch. Stadler), 14 octobre 2016, Université de Vienne (Autriche)
- Marie Cuq, *L'alimentation en droit international* (dir. : M. Forteau), 1^{er} décembre 2016, Université Paris Nanterre
- Laurent Heistein, *L'équité dans la délimitation maritime* (dir. : Alain Pellet), 2 mai 2016, Université Paris Nanterre
- Ghislain Mabanga, *Le témoin assisté devant la Cour pénale internationale* (dir. : M. Eudes), 9 décembre 2016, Université Paris Nanterre

• COMITÉS DE THÈSES CEDIN

Au cours de l'année 2016, une vingtaine de doctorants ont présenté l'état d'avancement de leurs travaux devant des comités de thèse composé de deux ou trois enseignants-chercheurs du CEDIN, dont le directeur de thèse. Les comités ont donné lieu à des discussions de fond qui ont été, de l'avis général, fort utiles à l'avancée de la réflexion des doctorants. La question du maintien des comités CEDIN s'est posée au vu du projet de « comités de suivi individuel » que l'Ecole doctorale mettra en œuvre dès 2017. Comme ces derniers ne sont pas pensés pour mener de vraies discussions sur la substance de la thèse, des comités de thèse CEDIN continueront d'être organisés de manière souple, à la demande des doctorants ou des directeurs de thèse (qui y participeront). Chaque doctorant devrait au cours de sa thèse présenter ses travaux au moins une fois devant un tel comité.

VALORISATION DES MASTERS 2

Trois masters 2 sont rattachés au CEDIN : le Master 2 de Droits des relations internationales et de l'Union européenne (dir. : J.-M. Thouvenin), le Master 2 du Droit du contentieux international européen (dir. : M.-L. Niboyet, F.-X. Train) et le Master 2 Droit du commerce international (dir. : R. Chemain).

Les étudiants des masters sont invités aux différentes manifestations organisées par le Centre et disposent d'un accès à la bibliothèque pour leurs recherches.

• **Conférences d'actualité**

Le CEDIN coorganise avec les M2 des conférences d'actualité en droit international, faisant intervenir des praticiens ou des universitaires. Obligatoires pour les étudiants de M2 de droit international, elles sont ouvertes au public.

Cette année, le CEDIN et les Master 2 ont notamment accueilli :

- M. Pierre BOUSSAROQUE, directeur adjoint des affaires juridiques, ministère des Affaires étrangères et du développement international, conférence sur « La direction des affaires juridiques du Quai d'Orsay », 8 février 2016 ;
- S.E. M. le Juge Gilbert GUILLAUME, ancien président de la Cour internationale de Justice, conférence sur le thème : « La Cour internationale de Justice dans le monde contemporain », 10 mars 2016 ;
- M^{me} Shaheeza LALANI, docteure de l'Université de Lausanne (Suisse), ancienne chargée d'études à la Conférence de La Haye de droit international privé et à l'Institut suisse de droit comparé, sur le thème : « Le droit étranger devant les tribunaux nationaux : *de lege lata* et *de lege ferenda* », 7 décembre 2016 ;
- M. Maki NISHIUMI, Professeur de droit international à l'Université Chuo de Tokyo, sur le thème : « Les différends territoriaux entre le Japon et ses voisins », 8 décembre 2016 ;
- M. Nicolas CASTELL et M^{me} Florence HERMITE, Bureau DIP de la Chancellerie, sur le thème : « La négociation d'une convention mondiale sur les effets des jugements étrangers à la Haye », 15 décembre 2016.

- **Concours de procès simulé et de plaidoiries**

En 2016, Le CEDIN a contribué à la participation d'étudiants des trois M2 à des concours internationaux de procès simulé ou de plaidoirie. Ces concours sont extrêmement formateurs pour les étudiants et font naître, dans des biens des cas, des vocations pour l'enseignement et la recherche en droit.

- ✓ **23rd Willem C. Vis International Commercial Arbitration Moot, Vienne, mars 2016**

Une équipe du M2 Droit du commerce international s'est rendue au Vis Moot 2016.

- ✓ **Concours Charles-Rousseau 2016, Cuba, 6-14 mai 2016**

L'équipe de Nanterre était composée de quatre étudiants du M2 Droit des relations internationales et de l'UE, encadrés par deux doctorantes bénévoles, R. Lucas et E. Marie. L'équipe a été jumelée avec celle de l'Université de Yale. Elle a fini 14^e sur 26 équipes. Le concours 2017 se tiendra au Bénin. Les financements privés obtenus en 2016 permettront de couvrir une partie des billets d'avion de l'équipe.

- ✓ **4^{ème} Concours d'arbitrage international en espagnol (Cuba Moot), Cuba, 12 juillet 2016**

L'équipe de Nanterre était composée de quatre étudiantes du M2 Contentieux international et européen. Elle a été finaliste du concours.

- **AEDIN / Rencontre des métiers du droit international, Nanterre, 24 mars 2016**

L'AEDIN (Association des étudiants de droit international de Nanterre, <http://aedin.fr>) a organisé en lien avec le CEDIN une rencontre le 24 mars 2016 sur le thème des métiers du droit international.

Elle a pris la forme d'une conférence donnée par des praticiens et universitaires. J.-M. Thouvenin a présenté le Master 2 de droit des relations internationales et de l'Union européenne (M2 DRIUE) ; Alain Pellet a clôturé la réunion. Les étudiants ont également pu bénéficier des retours d'expérience d'anciens étudiants du M2 et de leur devenir professionnel.

Le prochain forum des métiers du droit international qui se déroulera les 8 et 9 mars 2017 sera organisé conjointement par l'AEDIN, l'Association M2 Contentieux international et européen et l'Association des anciens élèves du M2 Droit du commerce international.

DIPLÔMES D'UNIVERSITÉ

Plusieurs membres du CEDIN dirigent ou codirigent des diplômes d'université (DU), que le CEDIN a vocation à promouvoir et appuyer.

- ✓ Jean-Marc Thouvenin dirige le **DU Collège international de droit** (<https://ufr-dsp.u-paris10.fr/diplome-d-universite-college-international-du-droit-716905.kjsp?RH=1460473158016>). Dans ce cadre, le CEDIN a coorganisé à Nanterre les 29-30 avril 2016 le concours académique international « Day of Crisis », qui a pour objet de placer les candidats dans le contexte d'une crise internationale fictive à résoudre. Le prochain « Day of crisis » aura lieu les 21 et 22 avril 2017 au King's College de Londres.



- ✓ Marina Eudes codirige avec Florence Bellivier le **DU Organisations et juridictions pénales internationales** (<https://ufr-dsp.u-paris10.fr/diplome-d-universite-organisations-et-juridictions-penales-internationales-716912.kjsp?RH=1460473158016>).



- ✓ Pierre Bodeau-Livinec a succédé à Mathias Audit dans la direction du **DU Droit de l'énergie** (<https://ufr-dsp.u-paris10.fr/diplome-d-universite-droit-economie-et-gestion-mention-droit-de-l-energie-des-infrastructures-et-du-financement-de-projets-716922.kjsp?RH=1460473158016>). La maquette du diplôme connaîtra des évolutions en 2017.
- ✓ Mathias Forteau et Nabil Hajjami travaillent en lien avec l'UFR et le Centre d'études stratégiques de la Marine (ministère de la défense) à la mise en place d'un DU, qu'ils codirigeraient, « Espaces maritimes et mondialisation ».

PROJETS POUR 2017

Voir aussi *supra* la rubrique « Publications du CEDIN »

- **Manifestations scientifiques**

- ✓ **Entretiens de droit international privé (dir. : F. de Bérard)**

Pilotés par François de Bérard, les Entretiens de droit international privé consistent à réunir des praticiens et universitaires pour débattre/discuter sur des thèmes d'actualité de droit international privé.

Un Entretien est organisé le 25 janvier 2017, à 18h30 sur le thème de « L'avenir des procédures d'insolvabilité », en lien avec le règlement UE 2015/848, avec les interventions du professeur Dubois (Université Paris Nanterre), François Kopf (avocat) et Marc Sénéchal (mandataire judiciaire).

Au printemps 2017, deux autres Entretiens sont envisagés, sur le thème des successions et sur celui de la « loi Sapin 2 ».

- ✓ **Conférence DU Organisations et juridictions pénales internationales/CEDIN, Nanterre, 30 janvier 2017**

Dans le cadre du procès pénal en appel de Pascal Simbikangwa, les avocats des parties civiles ont sollicité Florence Bellivier, Pascal Beauvais et Marina Eudes pour la retranscription des audiences. Environ 150 étudiants de M1, de M2 et du Diplôme d'université « Organisations et juridictions pénales internationales » ont, par groupe de quatre, retranscrit les débats du procès. Ces retranscriptions ont été envoyées aux avocats des parties civiles à la fin de chaque journée. Rachel Lucas (CEDIN) a supervisé l'ensemble du projet. Les comptes rendus et impressions d'audience sont publiés sur le site des Amis de l'OJPI (l'association du DU – site : <https://lesamisojpi.wordpress.com/>).

Une conférence intitulée « Comprendre et juger le génocide rwandais ? », qui sera l'occasion de restituer les travaux de suivi du procès, est organisée le 30 janvier 2017, à laquelle le CEDIN est associé.

✓ **Journée de la Société française pour le droit international à Nanterre, 10 mars 2017**

Le CEDIN organise le 10 mars 2017 une « Journée de la SFDI ». Elle se décomposera de la manière suivante :

- Une matinée « Jeunes chercheurs » organisée par le Bureau des Jeunes chercheurs de la SFDI, sous la direction d'Anne-Laure Chaumette, sur le thème de « La pénalisation du droit international ». Cette demi-journée intervient en prélude au colloque annuel de la SFDI organisé à Lille en mai 2017 par Muriel Ubéda-Saillard, sur le thème de la souveraineté pénale de l'Etat.
- Un après-midi portant sur des questions d'actualité du droit international (actualités générales, actualité du droit des immunités internationales). La première table ronde fera intervenir les membres français des juridictions internationales (président de la Cour internationale de Justice, juges au Tribunal international du droit de la mer et à la Cour pénale internationale), ainsi que le directeur des affaires juridiques du ministère des Affaires étrangères, l'ancien membre français de la Commission du droit international des Nations Unies (M. Forteau, CEDIN) et le Secrétaire de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). La table ronde sur l'actualité du droit des immunités internationales fera intervenir praticiens et universitaires de renom ainsi qu'un jeune chercheur du CEDIN.

✓ **Demi-journée d'étude en partenariat avec la Chambre arbitrale internationale de Paris, « Vers un droit mondialisé de l'arbitrage ? », 20 avril 2017**

La demi-journée d'étude est co-organisée par R. Chemain et F.-X. Train pour le CEDIN, la Chambre d'arbitrage internationale de Paris et la Commission chinoise d'arbitrage de l'économie et du commerce. Le projet est centré sur l'arbitrage dans le cadre du développement des relations commerciales France/Chine et sur le développement de la coopération dans l'arbitrage.

✓ **Les villes et le droit international (ComUE) – suites 2017** <https://vdcil.org/>

Dans le prolongement des différents travaux sur le projet « Villes et droit international » (voir *supra*), A. Beaudouin organisera un colloque à Nice sur le thème « Ville, violence et droit international », les 31 mai-1er juin 2017.

• **Table-ronde « Religion et droit international privé »**

Dans le prolongement du colloque de 2016 « Religion et droit international », l'organisation d'une table ronde « Religion et droit international privé » est à l'étude.

- **Projets de recherche**

- ✓ **CDI, « Moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier »**

Dans le cadre des travaux de la Commission du droit international des Nations Unies sur la détermination du droit international coutumier (rapporteur : Sir Michael Wood), la CDI a prié son Secrétariat d'élaborer une étude sur les moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier, dans laquelle il ferait le point sur l'état actuel de la documentation relative au droit international coutumier et formulerait des propositions d'amélioration. Le Secrétariat a envoyé un questionnaire aux Etats et aux organisations internationales. Il a également sollicité des bibliothèques, des sociétés savantes et des centres de recherche en droit international. A ce dernier titre, le directeur du CEDIN a été sollicité par David Nanopoulos, ancien membre du CEDIN travaillant aujourd'hui à l'ONU.

F. Latty a constitué une équipe de chercheurs du CEDIN, chargée d'identifier les sources primaires francophones (revues, sites internet etc.) renseignant sur la pratique et l'*opinio juris* des Etats, en vue de l'élaboration d'un rapport avant le 1^{er} juillet 2017.

- ✓ **Projet Forces du droit/CEDIN « Les camps et le droit international » (ComUE)**

Deux nouveaux séminaires sont en préparation pour 2017 :

- le 17 février 2017, un troisième séminaire, portant sur le droit interne et le droit comparé, sera organisé à l'Université Paris Nanterre.
- Le 2 juin 2017, un quatrième séminaire abordant les questions de droit international sera organisé à l'Université Paris Nanterre.

En sus des séminaires programmés, l'envoi de questionnaires sera poursuivi (voir *supra*) et les réponses traitées afin de faire un bilan des premières recherches.

- ✓ **Projet « Les archives et le droit international » (dir. : P. Bodeau-Livinec)**

P. Bodeau-Livinec prépare avec F. Latty un projet sur « Les archives et le droit international », qui combinerait la question du droit international des archives et celle des archives du droit international. Le projet, pour lequel un financement de la ComUE sera sollicité à l'occasion de l'appel d'offres 2017, devrait être amorcé en cours d'année.